

Révoltes, réformes, révolution française à l'Est de l'Europe (Etats Habsbourg et Pologne)

Philippe Bourdin

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/845>

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 11-36

ISBN : 978-2-84516-410-9

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Philippe Bourdin, « Révoltes, réformes, révolution française à l'Est de l'Europe (Etats Habsbourg et Pologne) », *Siècles* [En ligne], 27 | 2008, mis en ligne le 03 juin 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/845>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Révoltes, réformes, révolution française à l'Est de l'Europe (Etats Habsbourg et Pologne)

Philippe Bourdin

- 1 Les marges orientales des États Habsbourg, la Pologne, connaissent, comme la France à la fin du XVIIIe siècle, des émotions paysannes endémiques, des volontés réformatrices affichées par un pouvoir central, et le plus souvent sans lendemains malgré l'intercession de princes autrement plus éclairés que le souverain français dans une société qui, en revanche, demeure largement ignorante des Lumières. Là est bien le point nodal de toute comparaison et de toute mesure de la capillarité des idées révolutionnaires françaises ; en Bohême, en Transylvanie, en Hongrie et en Pologne, la société est à cent lieues des hiérarchies complexes du tiers état français, à une distance tout aussi grande de l'économie de marché, privée de véritables classes intermédiaires, comprimée par un face à face tendu entre les noblesses et les serfs, déchirée par des affrontements religieux, écartelée par des partages territoriaux successifs. D'où l'intérêt de s'interroger sur la réelle pénétration des idéaux révolutionnaires, d'autant que les tutelles respectives des espaces considérés, Vienne et Saint-Pétersbourg, rejettent sans ambages le modèle français né de 1789, *a fortiori* de 1792, et mobilisent leurs forces militaires contre « l'hydre » républicaine. Comment, dans ces conditions, penser l'existence d'un « jacobinisme » tel qu'il se développe en Grande-Bretagne et dans les États allemands ? Le nationalisme à l'oeuvre dans la révolte polonaise de Kosciusko se nourrit-il d'un quelconque exemple occidental ou bien l'est européen vit-il en vase clos, reproduisant éternellement les mêmes schémas idéologiques et les mêmes crispations sociales ?

Les contestations paysannes des dernières décennies du XVIIIe siècle

- 2 Comme l'ouest européen, l'est connaît dans les dernières décennies du XVIIIe siècle quantité de mouvements paysans dont les causes sont à la fois sociales, économiques et religieuses. En Pologne, les troubles contemporains de la confédération nobiliaire de Bar (1768) offrent un vaste terrain d'expansion aux tensions nées du servage, particulièrement en Ukraine. Dans cette partie de la Pologne, les nobles sont moins nombreux qu'ailleurs et se sont peu à peu éloignés des paysans ruthènes de confession uniate en adoptant la religion catholique latine et la culture polonaise au cours du XVIIe siècle, dans un espace où les ruraux subissent un des plus lourds servages de Pologne. Leurs voisins cosaques, très remuants, prétendent dans le même temps maintenir leur foi orthodoxe et être considérés à l'égal de la noblesse quand celle-ci les ravale au niveau des serfs, d'où une situation de troubles fréquents durant les XVIIe et XVIIIe siècles, et depuis notamment le grand soulèvement cosaque de 1648. En 1768, les serfs d'Ukraine, appuyés par les cosaques, se soulèvent contre leurs seigneurs et les juifs, en massacrant peut-être 20 000 dans une véritable chasse à l'homme qui traumatise durablement la noblesse. Après s'être réjouie (l'a-t-elle nourri ?) de ce mauvais coup porté à la petite aristocratie polonaise d'Ukraine, qui fournissait ses gros bataillons à Bar, la Russie s'inquiète du désordre causé et de sa possible propagation aux terres russes voisines, et intervient militairement, accompagnée par des groupes de nobles et par la petite armée polonaise demeurée fidèle au roi Poniatowski. Des milliers de paysans sont tués, pendus, torturés...
- 3 Dans l'empire austro-hongrois, les contestations paysannes ne s'en prennent pas *a priori* à l'autorité impériale, voire seigneuriale, en tant que telle, ne conduisent pas à des soulèvements suprarégionaux, mais épousent le plus souvent une dimension juridique ; des procès devant les tribunaux de l'État territorial, et souvent devant les tribunaux d'empire. Les communautés paysannes rédigent des plaintes et font appel à des avocats pour plaider leurs causes ; ces plaintes, formulées par la communauté, argumentées par référence à une situation locale, nourrissent justement le localisme. Les succès devant les tribunaux (qui jugent que les capacités de « subsistance » sont essentielles aux capacités fiscales) permettent la pacification sociale. Ils encouragent aussi une forme de politisation, à travers les « syndicats de procès », des corporations reconnues par le droit public pour prolonger la résistance paysanne dans le temps en mobilisant la commune, notamment pour faire face aux frais des actions judiciaires, et à travers les députés, sortes d'ambassadeurs d'une commune, qui permettent de briser le monopole de l'information des princes auprès des tribunaux impériaux (leur statut du reste, s'il est reconnu par ces derniers, ne l'est pas par les premiers). Outre les procès, les attentes de la population s'expriment régulièrement dans des pétitions, des plaintes, dans des refus de services. Les foules comptent sur l'empereur, le prince et les tribunaux pour qu'ils remettent en application le « bon vieux droit ». Ce type de règlement des conflits peut cependant être dangereux pour le prestige et l'autorité des pouvoirs, qui sont placés sur un pied d'égalité avec leurs « sujets » plaignants ; ceux-ci préviennent donc les plaintes par une politique paternaliste favorisée par le morcellement du territoire et l'importance des barrières douanières qui en découle. Ainsi, les expériences de libéralisation du commerce des grains sont des plus limitées (dans le Wurtemberg en 1771-1772) et l'on préfère, en cas de crise frumentaire, vendre les grains stockés dans les magasins publics, interdire les

exportations, contrôler les prix, bref, agir en faveur du « bien commun », qui ne s'harmonise pas toujours avec les intérêts privés. La conciliation pourtant ne suffit pas toujours à endiguer la révolte, ainsi en Bohême et en Transylvanie, sur les marges de l'Empire, où se développent des mouvements qui prouvent un désir fort de liberté individuelle et une capacité des coalisés à peser sur la vie de la cité.

- 4 La corvée y devient un enjeu majeur, de par sa lourdeur et son inégale répartition ; elle frappe moins l'Autriche que la Bohême, et moins celle-ci que la Silésie et la Hongrie. L'État, dépendant de la fiscalité pesant sur le travailleur agricole, risque d'être bloqué par de faibles rendements et par le prélèvement seigneurial ; ceci explique les projets d'assouplissement de la corvée afin de rendre les paysans capables de payer plus d'impôts. Or la noblesse foncière s'oppose à ces réformes, usant pour cela de son influence dans les assemblées d'États (diètes) provinciales. Mais la nécessité de ces réformes est accrue par quatre facteurs ; les conséquences de la guerre de Sept Ans, conclue par la paix de Paris en 1763 ; les accidents climatiques de 1766 à 1769, qui se traduisent par une augmentation des troubles sociaux (137 communes de Silésie se soulèvent en 1766) ; la crise de subsistances des années 1768-1771 ; les épidémies de peste concomitantes en Bohême (165 444 morts). Une instruction du 4 avril 1774 définit la durée maximale des corvées et invite seigneurs et communautés paysannes à se mettre d'accord d'ici à six mois, faute de quoi les autorités imposeront de nouvelles règles. Les États de Bohême manifestent leur mécontentement tandis qu'Antonin Nyvlt, paysan libre, assez riche et instruit, dirige une organisation secrète qui prévoit une marche vers Prague le 16 mai 1775 (jour du pèlerinage annuel de Saint-Jean-Népomucène). Les premiers incidents ont lieu en janvier, les seconds en mars ; se forment des bandes de plusieurs milliers de paysans qui assiègent les chancelleries et les directeurs de domaines jusqu'à ce qu'ils leur accordent l'exemption de corvée. Nyvlt négocie avec les autorités (20 mars) et obtient un allègement de la corvée, mais il est capturé le 28, la nouvelle accélérant les affrontements et la marche vers Prague, un échec pour les insurgés qui sont dispersés et très vite pardonnés, par crainte d'une guerre civile.
- 5 Ces derniers frappent par leur hétérogénéité. Certains sont des paysans aisés ; la révolte est née dans le cercle prospère de Hradec, l'un de ceux qui comptent le plus d'écoles et de paysans alphabétisés, tels Nyvlt ou encore Mathieu Chvojka, qui a étudié chez les jésuites jusqu'à la mort de son père, interruption dans son ascension sociale. La plupart de ces paysans sont loyalistes, ce que prouve Nyvlt en tentant de contenir les violences dans les montagnes. Ils vont moins loin dans leurs revendications que les plus pauvres, assujettis au servage, qui proclament plus volontiers « la liberté ou la mort », sans que leur révolte soit identique à celle de Pougatchev en Russie. Les causes du soulèvement, qui n'est en rien national et a peut-être été encouragé par Frédéric II de Prusse, ne sont pas seulement sociales mais sont aussi religieuses ; les violences faites aux églises signent le réveil d'anciennes communautés hussites ou crypto-protestantes. Les conséquences les plus directes tiennent dans l'adoption de la patente de corvée, le 13 août 1775 ; les corvéables sont répartis en onze classes, en fonction des contributions foncières qu'ils paient à l'État ; la corvée à bras ou attelée est exigible à partir de la huitième classe, elle est limitée à trois jours par semaine, avec des exceptions dans les périodes de grands travaux ; de plus, le travail fourni doit être salarié. Enfin, des fermes et des propriétés paysannes de taille moyenne sont créées sur les biens domaniaux.
- 6 La Transylvanie connaît, en 1784, une situation initiale analogue à celle de la Bohême, à savoir ; une dégradation de la condition paysanne à cause du renforcement de la pression

féodale ; l'opposition de la noblesse magyare aux projets de réforme de Joseph II visant à assouplir le poids du servage. Les mouvements sociaux ont existé à l'état endémique dans la décennie qui précède de nombreuses pétitions et plaintes, notamment à Joseph II en 1783, ont insisté sur les abus des seigneurs. Dans l'été de 1784, les enrôlements dans l'armée se multiplient pour échapper au servage. Ainsi, le 31 octobre, des paysans décident d'aller à la forteresse d'Alba Iulia pour rejoindre l'armée autrichienne. Le 2 novembre, quelques nobles tentent de les arrêter, un incident déclencheur d'une révolte qui part du sud-ouest de la Transylvanie, puis gagne en dix jours le centre et les montagnes Apuseni, sous la houlette d'Horea. Ce dernier envoie le 11 novembre un ultimatum à la noblesse du comté de Hunedoara, qui résume le programme paysan ; la noblesse doit être abolie, les seigneurs nobles doivent quitter leurs domaines, qui seront divisés entre les paysans, et payer des impôts. Les négociations entamées entre des groupes de paysans et les représentants des autorités civiles et militaires, après la mi-novembre 1784, montrent combien les insurgés sont fermes sur ces points. D'où des mesures militaires à grande échelle dans les monts Apuseni, décidées par des autorités d'abord surprises, qui n'évitent pas des victoires paysannes fin novembre à Brad, Rimeti et Lupsa, avant de l'emporter le 7 décembre à la bataille de Mihăileni. Les principaux chefs du soulèvement (Horea, Closca et Crisan) sont arrêtés fin décembre-début janvier, et se met en place une Commission d'enquête présidée par le comte von Jankovitch, qui mène les interrogatoires jusqu'en février. Crisan, qui s'est suicidé le 13 du mois, est condamné *post mortem*, écartelé et exposé publiquement dans les lieux où il avait été actif ; le 28 février, Horea et Closca sont exécutés publiquement à Alba Iulia. La dureté de la répression s'explique par les difficultés conjoncturelles de la cour de Vienne avec l'Empire ottoman et la Russie, qui la conduit à privilégier à toute force la sécurité intérieure. Cependant, tout en laissant en résidence des troupes dans les foyers de la révolte, Joseph II, qui, en mai 1783, avait fait une tournée en Transylvanie, demande l'application des mesures visant à l'abolition du servage. Le rapport de Jankovitch, du 6 juillet 1785, va dans le même sens, et plaide pour un effort de scolarisation des populations paysannes et une régulation des relations féodales. Le 22 août 1785, la servitude personnelle est de fait abolie en Transylvanie et en Hongrie.

Les élites et le combat des Lumières

- 7 Ces mouvements paysans n'affectent qu'à la marge des élites très liées à l'empereur et aux princes, à la haute fonction publique, en l'absence d'une importante bourgeoisie négociante et industrielle, différence notable avec l'ouest européen. Cela ne signifie en rien que les Lumières ne pénètrent pas les classes supérieures, mais leur sensibilité aux problèmes sociaux est moindre que leur intérêt pour les questions politiques. Les moyens de la diffusion philosophique (académies, loges dont la France a inspiré un réseau en Pologne et en Suède, tandis que l'Angleterre faisait de même dans les ports de la Baltique) reste de surcroît cantonnés aux villes capitales et bien souvent aux cours, ce qui n'empêche pas des modèles originaux ; dans la Suède luthérienne par exemple, la franc-maçonnerie n'use pas du secret et se fait connaître par des parades publiques. La faiblesse et les formes de la diffusion expliquent le peu d'enthousiasme d'une partie des élites des marges de l'empire austro-hongrois pour des évolutions trop rapides et trop profondes. Joseph II en fait les frais.

- 8 Co-régent en 1765, Joseph II (1751-1790) succède véritablement à sa mère Marie-Thérèse en 1780. Autant celle-ci avait su établir un subtil compromis entre le pouvoir monarchique et les privilégiés, comptant sur l'affection de ses sujets dont elle respectait les libertés traditionnelles, autant celui-là préfère les réformes brutales. Le contraste est d'autant plus saisissant entre le succès de la première et l'échec du second. Joseph II bouleverse par principe l'ordre établi sans avoir les moyens de transformer les structures complexes de l'État et de la société. Admirateur de Frédéric II, il incarne parfaitement l'« esprit des Lumières » qui croit en la toute-puissance de la raison, et s'avère très influencé par les physiocrates. Il est le type même du despote éclairé ; « J'ai fait de la philosophie la législatrice de mon Empire ». Il aspire à une centralisation de l'État, « une machine qui doit marcher à sa volonté », dont Vienne devient la capitale unique, et tente une division administrative uniforme en provinces et en cercles, une réforme des hôpitaux et de la carte scolaire. Il s'attaque en outre aux privilèges des différents États, ne réunissant plus leurs diètes respectives, et impose l'allemand comme langue administrative commune ; on sait l'accueil que reçoit cette mesure en Hongrie où l'hostilité à l'allemand constituait une question de principe. Il menace les privilèges économiques de la noblesse en réglementant la corvée et en assujettissant les privilégiés à l'impôt foncier. « Cuistre, gendarme et bureaucrate », comme le veulent ses adversaires, Joseph II prétendait trouver sa sécurité dans l'amour de ses sujets, ses « gardes » ; il s'attire au contraire la haine de beaucoup et propose avec amertume sa propre épitaphe ; « Ci-gît Joseph II qui fut malheureux dans toutes ses entreprises ». À la vérité, la période 1780-1790, qui fait surtout apparaître la faiblesse de l'État, influe assez peu sur la destinée des pays autrichiens qui deviendront bientôt l'un des bastions de la contre-révolution.
- 9 Mais c'est sans doute sur le plan religieux que le « joséphisme » a le plus marqué les esprits, tout en battant en brèche l'un des fondements de la monarchie ; l'unité par la religion catholique. Le réformisme religieux de l'empereur est fondé sur le désir de faire reculer le « fanatisme », de libérer les esprits du joug clérical et surtout monacal, de tenir en respect le Saint-Siège. Et ce tout en épurant la religion de ses pratiques superstitieuses, en comptant sur les « bons curés » pour améliorer dans les paroisses l'éducation et le sort du peuple. En octobre 1781, un édit de tolérance accorde la liberté de conscience et une assez large liberté de culte aux luthériens, aux calvinistes et aux orthodoxes, et leur permet d'accéder, à égalité avec les catholiques, à tous les emplois publics. Par ailleurs, les juifs sont autorisés en 1782 à fréquenter les universités et à exercer la médecine ; les francs-maçons sont reconnus légalement en 1785. Cette politique de tolérance religieuse est fondée sur les thèses proches du gallicanisme défendues par l'auxiliaire de l'électeur de Trêves, Jean Nicolas de Hontheim. Joseph II cherche en effet à transformer les différentes Églises en véritables « institutions d'État » et les religions en instruments de pouvoir, au service de l'oeuvre d'unification politique et de rationalisation administrative qu'il poursuit. L'État impose ainsi des transformations importantes dans l'organisation institutionnelle d'une Église catholique dont les membres sont progressivement transformés en fonctionnaires d'État ; extension à l'ensemble du royaume du droit de *placetum regium* de Hongrie, qui détache les évêques du pape et les place directement sous le contrôle de l'Empereur auquel ils doivent prêter un serment de fidélité ; sécularisation des biens religieux ; création de nouvelles circonscriptions religieuses pour encadrer les populations à la tête desquelles les évêques, dont la fonction est ouverte aux roturiers, sont payés par l'État ; annexion des séminaires généraux aux universités et interdiction faite aux clercs d'aller étudier au *Collegium germanicum* de Rome. Joseph II intervient aussi,

au nom de la lutte contre les « superstitions » et de la raison, dans le cérémonial et les pratiques culturelles qu'il entend détacher de la piété baroque (simplification des rituels ; suppression de nombreuses fêtes religieuses ; offensive contre certaines manifestations ostensibles de la piété – processions, pèlerinages – ; censure des sermons ; défense d'enterrer dans les églises ; définition du mariage comme un contrat civil). Au nom de la promotion d'une religion « utile » au bonheur des peuples, l'empereur supprime également les confréries et les monastères contemplatifs qui ne s'adonnent pas à l'enseignement, aux travaux d'érudition ou au soin des malades (la fermeture de 700 couvents entraîne la dispersion de près de 38 000 religieux séculiers dont les biens, confisqués, servent à créer des écoles et des hôpitaux).

- 10 Ces réformes vont susciter d'importantes résistances dans les diverses parties de l'empire, en partie causées par la maladresse des fonctionnaires chargés de les faire appliquer. Pour l'essentiel en effet, les élites nobiliaires et ecclésiastiques, qui se regroupent derrière la défense des « libertés » et des traditions, sont hostiles à la réforme et peuvent s'appuyer sur des masses paysannes sur lesquelles pèsent un régime seigneurial que les réformes de Joseph II n'ont pas entamé, et qui prennent la défense des anciens prêtres et la religion traditionnelle. En Carinthie ou en Hongrie, des groupes de paysans se soulèvent ainsi pour empêcher les fonctionnaires d'enlever les statues ; des prêtres soupçonnés de collaborer avec les autorités sont molestés. Ces émeutes se multiplient entre 1786 et 1790 et obtiennent des succès importants du fait de la reprise de la guerre contre l'Empire ottoman (1787), qui oblige l'empereur à de nombreuses concessions. En janvier 1790, un mois avant sa mort, Joseph II est ainsi contraint de révoquer la plupart de ses ordonnances. Ces révoltes religieuses se doublent d'enjeux politiques qui en accentuent la portée. En effet, dans un espace géographique et politique caractérisé par sa très forte hétérogénéité, la résistance à la politique religieuse de Joseph II a pris la forme d'une résistance nationale contre le pouvoir central et la germanisation imposée par l'État. Ainsi, en Bohême, les catholiques rejoignent les assemblées protestantes pour chanter des cantiques en langue tchèque.
- 11 Ces mêmes limites mises au progrès des Lumières se retrouvent en Pologne. La noblesse polonaise (*szlachta*) est une société en elle-même. Nombreuse (8 % de la population, soit 750 000 personnes, dont 120 000 chefs de famille), elle est profondément fractionnée. Au sommet sont les magnats, grands proprios fonciers surendettés, au luxe insolent. Puis viennent la très grande variété des propriétaires fonciers, plus ou moins riches, ainsi que les « nobles de pavé » (*intelligentsia* noble résidant en ville). Enfin pointe la masse des nobles sans terre (aussi appelée « plèbe nobiliaire » ou « gueuserie nobiliaire »), tenanciers sur les domaines appartenant au roi ou aux autres proprios nobles ou ecclésiastiques. Ces petits nobles prolétariés, devenus les clients de ceux dont ils tiennent leur lopin, ont en général sombré dans la plus grande pauvreté, ne se différenciant souvent des serfs que par leur statut juridique de « nobles ». Or c'est ce statut qui leur donne accès, à égalité théorique avec un magnat, aux diétines élisant les députés nobles à la diète, mais dans les faits, la voix d'un pauvre noble n'a jamais compté autant que celle d'un magnat et aucun ne siège à la Diète durant tout le XVIIIe siècle. Pire, leur exclusion des diétines est régulièrement demandée par les riches propriétaires réformateurs – en 1744, *Lettre d'un hobereau*, par Poniatowski, père du futur roi et membre influent de la « Famille » ; en 1763, *De la manière efficace de délibérer*, par Konarski ; en 1788-1789, *Lettres d'un anonyme* (1788-1789), par Kollontaj. À cet antagonisme politique s'ajoute une dichotomie culturelle de plus en plus sensible. Fondamentalement la culture

de base de la noblesse polonaise est ce qu'on appelle le « sarmatisme », qui correspond à une sorte de mode de vie baroque où tout est excès (langage, religiosité, luxe, repas, etc.), et à la croyance en une « démocratie nobiliaire » purement chimérique comme on l'a vu. Cette culture nobiliaire est davantage présente chez les petits nobles que chez les magnats, à l'est qu'à l'ouest. On touche avec elle à la Pologne profonde, très conservatrice. Les Lumières quant à elles se diffusent, principalement à partir du second tiers du XVIII^e siècle, surtout chez les nobles de pavé et dans les couches supérieures de la noblesse. Cela prend plusieurs formes ; diffusion de nouvelles sociabilités (salons, loges), du français comme langue des élites, de la physiocratie (Dupont de Nemours est précepteur chez les Czartoryski) ; occidentalisation du costume et des modes de vie ; préoccupation particulière pour l'éducation.

- 12 En 1773 est ainsi fondée, avec l'accord de la Russie, la commission de l'Éducation nationale, qui passe pour le premier ministère de l'Éducation créé en Europe et qui prend la succession des jésuites, héritant de leurs biens, de leurs élèves, conservant la majorité de leurs professeurs et organisant à partir d'une structure scolaire pyramidale une oeuvre modernisatrice profonde et ambitieuse. Les contenus enseignés sont complètement actualisés ; de grands noms réécrivent les manuels (Dupont de Nemours, Condillac), tandis que l'enseignement donné en polonais et non plus en latin privilégie les langues, les sciences, l'histoire, la géographie, la morale et l'agronomie. Les réformateurs de la « Famille » (Ignace Potocki, le chancelier Zamoyski, Czartoryski) prennent tout naturellement la tête de cette Commission sous la présidence du primat éclairé Michel Poniatowski et avec la collaboration des éducateurs traditionnels. L'abbé Kollontaj (jeune noble, il fit ses études en Pologne, en Italie et à Vienne) est l'un des acteurs les plus dynamiques de cette réforme à l'académie de Cracovie dont il est recteur. Tous peuvent s'appuyer sur la presse, apparue en Pologne dans le premier tiers du XVIII^e siècle et en efflorescence depuis le second tiers, en polonais, en allemand et en français. La Grande Diète abolit officiellement censure et monopole qui relevaient des ordres religieux enseignants, ce qui facilite une explosion des écrits en tous genres, rédigés en très grande majorité par des nobles et pour des nobles. Il faut citer la très présente *Gazette de Varsovie* (1774) d'inspiration conservatrice sous la plume de l'abbé Luski (ex-jésuite), qui devint la *Gazette du pays* à la mort de son rédacteur en 1792 ; le *Journal historique et politique* (1782) de l'abbé Switkowski, relativement neutre et modéré ; le groupe d'auteurs radicaux réunis autour de Kollontaj, qui multiplie à tel point les publications qu'on l'appela la *Forge de Kollontaj* ou encore les *Hugonistes* (du prénom de Kollontaj, Hugo).
- 13 Cependant, cette admiration pour les Lumières n'a guère aidé les élites polonaises à trouver les chemins de l'indépendance politique, la tutelle russe ne faisant que s'accroître sous le règne de Stanislas Poniatowski, élu par la Diète en 1764. Sincèrement conquis par les philosophes, entretenant des liens réguliers avec les « salonières » parisiennes, ce Piast¹, ancien amant de Catherine II, manque singulièrement de personnalité et demeure sous la coupe de la tsarine. Il est cependant lié à la « Famille », clan de grands magnats réformateurs constitué autour des Czartoryski, Zamoyski, Potocki, etc., favorables à des évolutions substantielles dans les domaines militaires et fiscaux. La Russie les a tolérés au début avant de s'en inquiéter, redoutant un possible renforcement de l'État polonais au détriment de sa propre influence. Catherine II s'est bientôt décidée à passer à l'offensive en utilisant la question des discriminations politiques frappant quelques dizaines de nobles dissidents (orthodoxes et protestants). Elle a mis les réformateurs de la « Famille » au pied du mur ; s'ils voulaient faire des réformes, ils devaient également améliorer la

situation faite à ces nobles. En 1767, l'ambassadeur russe Repnin a poussé, avec l'aide de la Prusse (qui n'avait rien à refuser à la Russie depuis la fin de la guerre de Sept Ans) à la formation de deux confédérations de nobles dissidents (celle de Sluck pour les orthodoxes, sous protection russe ; celle de Thorn pour les protestants, sous protection prussienne) qui réclamaient la fin des discriminations. Repnin est même allé plus loin, suscitant également la formation d'une confédération de nobles catholiques conservateurs (celle de Radom) hostiles aux réformateurs et au roi, dont ils réclament l'abdication. La « Famille », partagée entre son réformisme et ses ménagements pour la base catholique conservatrice de la noblesse, s'est trouvée ainsi mise en porte-à-faux, obligée de constater le nécessaire recours à l'étranger pour les partis qui veulent compter en Pologne.

- 14 De fait, la Diète « Repnin » (1767-1768) a été contrainte de reconnaître les droits des dissidents et le rôle éminent de la Russie comme garante des « droits cardinaux » de la noblesse polonaise. Le roi étant maintenu, les anciens de Radom se sont sentis joués, et de fait bien des leaders catholiques conservateurs furent alors victimes d'arrestations et de déportations de la part des Russes. Cette situation et la brutalité des troupes russes, de moins en moins supportées, ont conduit en 1768 à la formation d'une nouvelle confédération de nobles (celle de Bar) au nom de la foi et de la patrie. Cela étant, les confédérés n'ont ni but précis, ni unité idéologique, ni réalisme militaire et politique. Composée majoritairement de petits nobles, mais aussi de paysans et de bourgeois, elle a bénéficié du soutien bienveillant de plusieurs magnats, qui se sont bien gardés cependant de trop s'engager nettement. Une chose est sûre ; Bar est très hostile aux réformateurs et aux Russes, et en conséquence à celui qui semble avoir été l'allié des premiers avant de rejoindre les seconds, le roi, qui continue de prôner des réformes faites en collaboration avec Catherine II. Les confédérés ont même tenté de l'enlever, en 1771, dans une aventure rocambolesque, avant que Poniatowski n'appuie la répression russe contre Bar et contre les révoltes rurales, passant définitivement pour un « vendu ». La résistance de Bar a agité les débats politiques des cours européennes et des salons, recueillant de nombreux appuis étrangers – parmi lesquels celui, très remarqué, de Jean-Jacques Rousseau (*Considérations sur le gouvernement de Pologne*, 1771), conquis par la version patriotique idyllique développée par l'envoyé des confédérés à Paris. Voltaire, lui, a persisté à défendre Catherine II contre ce qu'il percevait comme une horde de nobles fanatiques, régicides et ignares.... La France de Choiseul a soutenu en sous-main les confédérés, leur envoyant des conseillers militaires pour les aider à sortir d'une guérilla jugée inefficace – parmi ces officiers, un certain Dumouriez.
- 15 Sans doute les Russes, qui ont dû divertir une partie de leurs forces à partir de 1769 pour les envoyer lutter contre l'Empire ottoman, ont-ils éprouvé quelques difficultés à éradiquer Bar. Mais l'état de décomposition politique avancée dans lequel était plongée la Pologne a favorisé l'intervention de la Prusse et de l'Autriche. Prétextant le danger de propagation d'une épidémie quelconque, elles ont établi tour à tour en Pologne des cordons militaires qui isolent une partie du territoire. La Prusse a alors plaidé auprès de la Russie la cession de ce glacis à son profit, contre dédommagements pour les États voisins. C'est ainsi que l'idée du partage de la Pologne (qui agite les chancelleries dès les années 1760) a été appliquée pour la première fois en août 1772. Dans les années qui suivent (1775-1778) s'établit en Pologne un véritable *condominium* formé par le couple roi/ambassadeur russe, en l'occurrence Stackelberg. Poniatowski tente bien de se créer un groupe de fidèles, mais il n'y parvient pas, ne formant qu'une coterie intéressée très

largement décriée par l'opposition, tandis que Stackelberg, homme à poigne, assure la réalité d'un pouvoir central qu'il réorganise, instituant notamment des commissions ministérielles et le Conseil permanent (1775), principal outil de gouvernement que le roi « préside » sous la surveillance de l'ambassadeur et qui devient l'objet de toutes les attaques, tant des réformateurs que des conservateurs.

- 16 En 1787 éclate une nouvelle guerre entre la Russie et l'Empire ottoman. Poniatowski saisit l'occasion pour proposer à Catherine II une alliance lui accordant le concours des troupes polonaises, ce qui implique leur augmentation et le renforcement de l'État afin de les solder. La tsarine, peu enthousiaste à cette idée, laisse traîner les négociations tandis qu'elle obtient en 1788 le soutien de l'Autriche ; enfin, tout semble en passe d'être résolu à l'été 1788. Cela ne fait ni l'affaire de la Prusse, qui craint un renforcement de la sphère d'influence russe, ni celle des nobles polonais, en grande majorité hostiles à toute alliance avec la Russie. C'est alors qu'à la surprise générale la Prusse propose à la Grande Diète, réunie en octobre 1788 à Varsovie un traité d'alliance ! Les députés sautent sur l'occasion, réformateurs en tête. Et alors que la Russie poursuit sa guerre ottomane, les réformes se succèdent dans les domaines fiscal, militaire et politique.

La Révolution française comme modèle ; le « jacobinisme » hongrois

- 17 En 1789, dans ce lourd climat, une rumeur avait enflé en Pologne, et que l'on appellera « l'alarme de Volhynie ». On rapporte que des milliers de serfs d'Ukraine, se réclamant des réformes de la Grande Diète, massacrent à nouveau leurs seigneurs. On perçoit bien ici la conjonction chez les nobles du traumatisme de 1768-1769 et de leur crainte de réformes qui bouleverseraient la société polonaise. La noblesse ukrainienne prend les armes et en appelle à Varsovie. Le commandant de l'armée polonaise, Branicki, lui-même magnat ukrainien, mène alors une vaste répression contre les serfs soupçonnés de projeter de se soulever. Ainsi s'éteint dans la violence une révolte de serfs qui n'a jamais commencé, inventée par une « Grande Peur » nobiliaire... On est loin des élans réformistes d'un ouvrage qui a fait grand bruit en 1788, *Des serfs polonais*, du radical Pawlikowski. Il proposait l'abolition du servage personnel, le passage à des redevances fondées sur la propriété et le droit pour les paysans d'acquérir de la terre. Quant aux États Habsbourg, si l'année 1789 est marquée par une série de soulèvements anti-féodaux, ces révoltes ne sont que très partiellement « révolutionnaires » ; la Révolution française de 1789 réactive des conflits anciens, elle ne crée pas véritablement de situation neuve. Toutefois, on note une reprise des revendications paysannes françaises, des symboles de la Révolution, l'usage de référence aux principes de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen pour légitimer des revendications avant tout locales.
- 18 Les élites sont bien autrement concernées, marquées par un prime engouement pour les idéaux jacobins. Toutefois, l'étude du jacobinisme et des « jacobins » menée à l'échelle européenne peut être considérée comme une gageure tant ces notions renvoient à des réalités différentes et fluctuantes, même si les stigmatisations de leurs adversaires (pensons à celles de Catherine II) ont pu faire naître l'idée d'un ensemble cohérent et homogène, responsable d'un « complot » aux vastes ramifications. Même parmi les partisans européens de la Révolution française, la désignation de « jacobins » a souvent été rejetée (c'est le cas en Pologne) et lui a souvent été préférée à celles de « patriotes »

ou de « radicaux ». De fait, l'idée d'un « modèle français », qui se serait progressivement diffusé dans l'ensemble de l'Europe, ne résiste pas aux recherches récentes. Elles mettent au contraire l'accent sur les particularités idéologiques, politiques, sociales des acteurs et des mouvements qui, s'ils ne restent pas totalement étrangers à ce qui se passe en France, s'ancrent dans les spécificités locales ou nationales des États, les « influences » françaises directes ou indirectes étant toujours « acclimatées » aux terrains sur lesquels elles se déploient.

- 19 La Hongrie offre l'exemple d'un « jacobinisme » recrutant principalement, voire exclusivement, parmi les élites sociales. Plus qu'en Allemagne, ce jacobinisme des « marges » se caractérise en effet par l'étroitesse de sa base sociologique, limitée à une élite intellectuelle formée de bureaucrates, de bourgeois, d'une petite noblesse terrienne, de rares fils de paysans éduqués, sans véritables ramifications populaires, une constatation qui peut justifier le primat donné à une activité conspiratrice propre à nourrir fantasmes et légendes. L'unité du groupe s'est construite depuis des années autour des idées des Lumières et de l'hostilité à une société féodale dominée par une grande noblesse, qui ne leur assure aucune possibilité d'ascension sociale et ne leur garantit même pas leurs moyens d'existence. Dans la décennie 1780, la volonté de réformes a justifié son ralliement, sous la houlette de Joseph Hajnóczy, partisan de l'abolition du servage, au despotisme éclairé de Joseph II. Si tous reprennent à leur compte des mots d'ordre en faveur de l'indépendance nationale – le trône de Hongrie étant occupé par une puissance étrangère –, ils y associent des revendications sociales et politiques, modérées pour des raisons tactiques ; création d'une armée nationale, institution d'un sénat nobiliaire limitant le pouvoir royal, accès des roturiers aux fonctions publiques et possibilité pour eux d'acquérir des domaines. Sous l'influence des événements français, cette nébuleuse tend progressivement à se radicaliser. En 1790, Hajnóczy rédige un projet de constitution, dans lequel il reconnaît la liberté totale de conscience, de parole et de presse, qui doit permettre à chaque membre de la population de devenir membre de la Nation – dont l'expression demeure cependant limitée par le suffrage censitaire. À partir du printemps 1792, Hajnóczy profite du mécontentement d'une large partie de la petite noblesse devant la remise en cause par François II des réformes de son prédécesseur. Les « jacobins » recrutent, par exemple à Fest, à Buda ; depuis les loges maçonniques, ils forment des sociétés savantes et des cabinets de lecture, permettant la diffusion de leurs idées, des échanges d'informations, des discussions sur l'actualité et sur d'éventuelles actions à mener, avant que le pouvoir ne leur impose la clandestinité. La base sociale initiale s'agrandit ; on trouve désormais des grands propriétaires (même aristocrates), des professeurs – ainsi Andreas Riedel, ancien précepteur des fils de Léopold II, qui rédige en 1791 un catéchisme populaire afin de diffuser les idées, les principes et les acquis de la Révolution française –, des fils de roturiers, unis par la même volonté de réforme sociale et politique ; enthousiastes face à une Révolution française conquérante, dont ils célèbrent chaque victoire, ils saluent la liberté et l'égalité, qu'ils conçoivent de façon différente, mais qu'incarnent pour eux les Français. En 1793, la « modération » qui caractérisait le projet présenté par Hajnóczy n'est plus de mise ; ce dernier traduit la constitution montagnarde et défend l'idée républicaine ; à ses côtés, un François Szentmarjay injurie les monarques.
- 20 Cette radicalisation isole de plus en plus les « jacobins » ; même si elles sont favorables aux réformes, la majorité des élites sociales et intellectuelles se montrent hostiles à la violence révolutionnaire et, soucieuses de conserver leurs privilèges, restent favorables à

la monarchie. Les premières voix critiques sont apparues dès les journées françaises d'octobre 1789, encouragées ensuite par l'entrée en guerre d'avril 1792, la chute de la monarchie française en août 1792, l'exécution de Louis XVI et de Marie-Antoinette, soeur de l'empereur, puis par la mise en place de la Terreur. Cette radicalisation de la Révolution française réactive la vision négative de la « populace » comme incapable d'être un sujet politique majeur et redonne à l'idée de réforme d'en haut encore plus de poids. Dans le même temps cependant, le gouvernement de l'Empire évolue vers une politique de réaction. À partir de 1793, confronté à cette agitation « jacobine » et aux difficultés liées à la guerre contre la France, l'État multiplie les mesures répressives contre les principaux meneurs, une répression qui favorise leur passage à la clandestinité et à l'action conspiratrice.

- 21 C'est en effet au cours de l'année 1794 que le « jacobinisme » hongrois connaît un ultime infléchissement, impulsé par Ignaz von Martinovics, qui multiplie les contacts avec les Conventionnels français. Avec Hajnóczy, ce dernier transforme le mouvement réformateur en mouvement révolutionnaire. Conscient de la nature sociologique particulière du premier, il crée deux organismes dont il assume la direction ; la « Société des Réformateurs » (ouverte à la petite noblesse) et la « Société de la Liberté et de l'Égalité » (ouverte aux radicaux, principalement fonctionnaires, médecins, avocats, étudiants et professeurs). Différentes dans leur recrutement, ces deux sociétés le sont aussi par leurs programmes, fixés par Martinovics en 1794 dans deux catéchismes. La première s'en tient à la lutte en faveur de l'indépendance nationale, avec quelques réformes modérées ; la seconde (dont l'existence doit rester ignorée des Réformateurs) milite pour une révolution sociale, dont les objectifs restent finalement assez flous. On voit là se dessiner un plan de révolution en deux étapes ; d'abord une alliance entre la noblesse et les démocrates ; ensuite entre les démocrates et les paysans. Alors que la mobilisation reste finalement assez réduite, les autorités n'en sont pas moins très inquiètes, et décident de réagir ; dans la nuit du 23 juillet 1794, la police viennoise arrête neuf personnes ; les jours suivants, les incarcérations se multiplient. Présent à Vienne, d'où il compte diriger le soulèvement, Martinovics est lui-même emprisonné et, devant les policiers qui l'interrogent, exagère la portée de la conjuration, suscitant d'autant plus l'inquiétude du pouvoir. Les leaders « jacobins » (Hajnóczy, Szentmarjay, *etc.*) sont à leur tour emprisonnés en août. Le mouvement est décapité. La répression perdure jusqu'en décembre 1794 et écrase toute velléité de contestation. Le procès contre les « jacobins » se solde par 18 condamnations à mort et 16 peines de prison ; 5 inculpés sont exécutés en mai 1795, dont Martinovics, 2 en juin, les autres graciés et certains amnistiés entre 1801 et 1803. En dépit de cette fin tragique, le jacobinisme hongrois, et particulièrement le projet insurrectionnel incarné par Martinovics, constitue une première ; il s'appuie sur la constitution d'une avant-garde révolutionnaire composée de membres de l'élite sociale et cultivée et sur un modèle d'organisation secrète que l'on retrouvera dans les années suivantes en France (autour de Babeuf) ou en Italie.

Les identités nationales, obstacles au « modèle » français ; l'exemple polonais

- 22 La Pologne vit les premières années de la Révolution française sans heurts particuliers ; en plein élan réformateur, elle demeure confrontée aux divisions traditionnelles des élites, qui s'affrontent sur des problèmes pendents. La séparation des ordres est loin

d'être abolie ; une loi sur les diétines est ainsi votée en mars 1791 qui en réserve l'accès aux seuls nobles propriétaires, mais, en avril, la loi sur les villes intègre des mesures d'anoblissement immédiat pour 400 bourgeois et l'anoblissement ultérieur de 30 bourgeois par diétine. Car l'anoblissement demeure l'aboutissement d'une carrière individuelle pour plus d'un bourgeois enrichi. De même élargit-on à cette minorité sociale le droit noble du *neminem captivabimus* (*habeas corpus* polonais). En bref, aux antipodes de la France, on ne rogne pas les privilèges de la noblesse, mais, bien au contraire, on les étend à ceux que l'on veut honorer ou protéger, démontrant combien le premier ordre n'est traditionnellement en rien fermé sur lui-même. C'est aussi une réponse plus immédiate à la cristallisation et à la progression des positions politiques des bourgeoisies urbaines, soutenues par des réformateurs tels que Staszic, qui s'est fait connaître par ses Avertissements à la Pologne (1790), ou Kollontaj et Dekert, « président » de la ville de Varsovie. Ces deux derniers étaient parvenus à réunir les représentants des villes royales à Varsovie, en décembre 1789 (environ 140 représentants), et à élaborer un Mémoire des villes, véritable cahier des doléances urbaines. Il reprenait partie des propositions faites en 1780 par Zaniowski, de la « Famille », prônant justement l'autonomie de gestion pour les villes royales et l'extension à la bourgeoisie des privilèges nobles ; droit à la terre, *neminem captivabimus*, représentation à la diète, accès aux emplois supérieurs civils, militaires et ecclésiastiques, le tout étant présenté comme une simple restauration de droits oubliés. Si les bourgeois obtiennent ainsi un poids nouveau dans les instances de contrôle des polices urbaines, leur représentation à la Diète se limite cependant à un rôle consultatif dans les seules affaires urbaines, dévolu à vingt-quatre « plénipotentiaires ».

- 23 À la tête des réformateurs de la Diète, un triumvirat ; le comte Stanislas Malachowski, maréchal de la Grande Diète, le comte Ignace Potocki et l'abbé Kollontaj. Ils peuvent compter sur l'appui d'un journal, la Gazette nationale et étrangère (fondée en 1791). Cherchant une caution politique nationale, ils s'adressent au roi, qui se prend au jeu de ce nouveau réformisme et accepte de se rapprocher d'eux, ce qui conduit à la journée du 3 mai 1791, au cours de laquelle un coup de force impose la « Constitution polonaise ». Ce texte veut marquer d'un jalon les réformes déjà acquises et celles à entreprendre. Cette valeur programmatique lui donnera par la suite une aura mythique. Il est pourtant bien des aspects de la société polonaise sur lesquels il reste peu disert, demeurant particulièrement frileux sur la question paysanne. Il fait néanmoins de chaque Polonais un défenseur de son pays, selon le modèle du citoyen-soldat ; il promet la liberté à ceux qui viennent s'installer en Pologne, argument habituel pour attirer les immigrants (colons ou artisans qualifiés). Il inquiète en l'occurrence les États voisins, qui craignent la fuite de leurs serfs. De ces derniers, la Constitution dit simplement qu'elle les protégera, ce qui est vague et porte la marque d'un compromis entre les réformateurs modérés (partisans du passage aux redevances) et partie des conservateurs (favorables au *statu quo*, si ce n'est à l'aggravation du servage, à l'imitation de la Russie). S'il faut définir la principale limite du caractère « éclairé » de la noblesse réformatrice polonaise, c'est certainement ce conservatisme au sujet du servage.
- 24 Les conservateurs « républicains », partisans d'un pur régime républicain sans roi héréditaire ni centralisation, dans lequel le pouvoir serait réservé aux magnats, ne restent pas inactifs et tentent de s'opposer à la politique précédente. Plusieurs *hetmans* sont à leur tête ; Félix Potocki, grand maître de l'artillerie, le général Rzewuski, ancien de Bar rallié à la Russie. Fin 1791, ils se rendent en Ukraine où ils rencontrent un très proche de Catherine II, le prince Potemkine, pour mettre sur pied un coup d'État. Le projet

échoue suite au décès du prince et les deux hommes, sommés de rentrer début 1792 par une Diète inquiète de leurs manigances, refusent et sont donc condamnés par l'Assemblée, malgré l'intercession du roi et du primat de Pologne, Michel Poniatowski, frère du monarque. Plus fin politique, le général Branicki, époux de la nièce de Potemkine, bénéficie d'une confiance ancienne du pouvoir russe, qu'il a aidé à vaincre la confédération de Bar ; quoiqu'il n'ait pas été étranger aux menées précédentes, il conserve son poste à la tête de l'armée et au ministère de la Guerre puis, début 1792, prétexte les impératifs de l'héritage Potemkine pour se rendre à Moscou, ce que Poniatowski accepte... Enfin, l'opposition à la réforme de la Diète a mobilisé dès 1791 la noblesse lithuanienne, sous la conduite du maréchal Sapieha, au nom de l'idéologie *sarmate*, de la défense des petits nobles et de leur utilité sociale dans l'armée (tant face aux ennemis étrangers que contre les révoltes serviles). De fait, l'établissement des listes de propriétaires exclut très officiellement près de 100 000 familles de petits nobles. La Grande Diète a récidivé en quelque sorte fin 1791, en attribuant les lots de terre provenant du partage des *starosties* (domaines royaux autrefois attribués à des magnats) non pas aux petits propriétaires, ce que Kollontaj proposait dans sa *Dernière mise en garde*, mais aux propriétaires déjà aisés. Les agitations de la plèbe nobiliaire, qui refuse de se voir rejetée dans la catégorie inférieure des sans-voix, font même craindre un début de révolte. Elle n'a pas le temps d'éclater avant l'invasion russe de 1792, reprise en main favorisée par la paix signée en janvier avec la Porte. Berlin, sentant le vent tourner, abandonne son allié polonais et propose son aide à Catherine II, coup dur pour les réformateurs qui ont fondé tout leur système militaire et diplomatique sur cette alliance prussienne. Leurs chefs s'éparpillent au printemps en Europe à la recherche d'un nouvel allié ; Czartoryski à Vienne et Piattoli à Dresde, tandis qu'Ignace Potocki retourne tester Berlin.

- 25 En avril 1792, Branicki, Rzewuski et Félix Potocki forment la confédération de Targowica à la demande de la Russie et au nom de la défense des droits cardinaux. C'est « à son appel » que les troupes russes entrent en Pologne en mai 1792 pour rétablir ces droits bafoués par la Grande Diète. L'armée polonaise, sous le commandement de Kosciuszko et du prince Joseph Poniatowski, neveu du roi, est balayée à l'été et le roi obligé d'adhérer à Targowica en juillet, signe de la capitulation polonaise. Plusieurs titres de presse sont interdits, dont la *Gazette nationale et étrangère*. Nombre de réformateurs sont contraints à l'exil (Ignace Potocki, Malachowski, Kollontaj, Kosciuszko, etc.). Versatile et opportuniste, le roi, suivant les conseils de son frère, le primat, a reconsidéré dès le printemps 1792 le soutien qu'il leur apportait. Ainsi, lorsque la Grande Diète a décidé de son ajournement en mai 1792, en lui confiant tous les pouvoirs pour sauver le pays, Poniatowski a refusé de quitter son palais pour rejoindre l'armée, alors qu'il n'avait cessé jusqu'alors de crier qu'il était prêt à mourir pour la Constitution polonaise... Consternés par cette attitude, des officiers réformateurs songent à l'enlever pour le soustraire à son entourage et le forcer à s'engager, projet sans suite, à la différence de 1771. Critiqués par les réformateurs qui l'accusent de faiblesse et par les conservateurs qui lui marquent leur mépris et le soupçonnent de leur voler la vedette auprès des Russes, Stanislas paraît plus que jamais isolé. C'est en janvier 1793 que se répètent les événements du Premier Partage. L'Autriche est cette fois-ci beaucoup trop occupée par sa guerre contre la France pour divertir ses forces contre la Pologne et n'y participe donc pas, laissant faire la Russie et la Prusse (qui hérite notamment de Dantzig et Thonn). La « Diète muette » doit valider sous la pression russe cette nouvelle atteinte au territoire polonais, au grand dam de tous, hetmans de

Targowica inclus, qui n'avaient pas prévu cette possibilité ! Elle doit aussi entériner un traité annulant toutes les réformes de la Grande Diète.

- 26 Mais la domination russe, très mal supportée, encourage une poignée de conjurés, liés aux réformateurs émigrés, à déclencher à Cracovie en mars 1794 une « insurrection nationale », placée sous la direction du généralissime Kosciuszko. Depuis 1792 sont diffusés, essentiellement dans les villes, de très nombreux écrits radicaux qui préparent les esprits à cette insurrection, et qui trouvent une oreille attentive auprès du ministre radical de la Propagande, Dmochowski. Kosciuszko pense tirer les leçons de 1792 en manoeuvrant pour placer de son côté la Prusse et l'Autriche. La neutralité prussienne semble acquise au début (un régiment prussien proche de Varsovie demeura passif lors du soulèvement de la ville, en avril 1794) mais s'avère bientôt un leurre. Le généralissime pense rassurer Vienne lors de l'insurrection de Cracovie, lui garantissant que les troubles ne s'étendront pas à la Galicie voisine (arrachée par l'Autriche à la Pologne en 1772). Mais l'Autriche, devinant bien l'issue de cette guerre, décide cette fois de se joindre à la Prusse pour envahir la Pologne, tandis que la Russie y envoie une nouvelle armée en août 1794 après s'être assurée de la neutralité ottomane.
- 27 La diplomatie traditionnelle se retournant contre les insurgés, ceux-ci n'ont d'autre choix que de compter sur le soutien des populations réunies dans un grand élan national, et en premier lieu sur les masses rurales. Kosciuszko écrit ainsi en mars 1794 ; « il faut réveiller le sentiment patriotique chez ceux qui, jusqu'à présent, ignoraient ce qu'est la Patrie. Il sera facile de lever 300 000 hommes si les nobles et les prêtres, que le peuple écoute, le veulent bien. Il faut gagner le peuple à la cause nationale, et pour cela je crois nécessaire d'abolir tout d'abord les corvées ». Là encore, la réalité déçoit ces vagues espoirs. Les serfs n'ayant aucune conscience nationale, leur engagement reste faible, sauf pour ceux engagés dans l'armée régulière, qui acquièrent une nouvelle situation sociale ; d'aucuns forment des milices provinciales, mais elles s'évaporent dès les opérations achevées sur leur territoire – phénomène déjà constaté en Russie lors de la révolte de Pougatchev. Plus généralement, la paysannerie n'est pas prête à s'allier uniment à la noblesse, insatisfaite des avantages induits. Le manifeste de Polaniec, proclamé le 7 mai 1794, est révélateur des limites du programme social de Kosciuszko ; il abolit certes le servage personnel mais il maintient toutes les corvées, très partiellement allégées ; il promet quelques mesures en faveur des familles des hommes engagés dans la milice ou l'armée – c'est dire combien il est en retrait par rapport aux propositions des radicaux, tel l'avocat Orchowski, qui veulent donner des terres aux paysans participant à l'insurrection, terres qui seraient prises sur les domaines de l'État, sur ceux confisqués aux émigrés ou traîtres, ou bien sur d'autres domaines nobles, dont les propriétaires seraient dédommagés par l'État. La résolution des vrais problèmes est en fait repoussée aux lendemains de l'insurrection. Aussi le texte n'a-t-il aucun véritable effet sur les paysans (encore faudrait-il que les illettrés en aient connaissance), tout en mécontentant les proprios fonciers nobles. L'insurrection de 1794 va pourtant reposer sur les soldats, les bourgeois et surtout les nobles que, pour des raisons militaires, Kosciuszko va *in fine* choisir de privilégier. Ils sont pourtant méfiants et divisés, les conservateurs estimant vain de penser pouvoir vaincre les Russes sans aucun allié, et craignant de surcroît un important mouvement social. Kosciuszko doit jouer avec cet équilibre instable et use en conséquence de son grand prestige et de l'urgence des opérations militaires pour repousser à l'après-guerre les questions politiques et sociales. L'acte d'insurrection qu'il a publié sur la grand place de Cracovie le 24 mars 1794, avec le radical Kollontaj et le modéré Ignace Potocki, témoigne

bien de ce difficile compromis puisqu'il ne dit rien ni de la Constitution polonaise ni du sort des serfs.

- 28 L'insurrection de 1794 demeure avant tout un phénomène urbain, dans son déclenchement, son déroulement et son échec. On retrouve à toutes ces étapes les trois grandes villes de Cracovie, où le soulèvement débute le 23 avril 1794, Wilno et Varsovie, ville dans laquelle on assiste à la convergence de plusieurs mécontentements qui vont brutalement se cristalliser contre les Russes, stigmatisés comme ennemis communs. Le mécontentement est d'abord social ; il est le fait d'artisans-commerçants et d'ouvriers des manufactures dont le niveau de vie s'effondre en proportion du départ des nobles et de la fuite des capitaux, ou de plus pauvres récemment arrivés parce que touchés de plein fouet par le terrible hiver 1793-1794. Le mécontentement est aussi politique dans un espace de politisation intensif, qui quatre ans durant a accueilli la Grande Diète, et dont la population, qui a su protester lorsqu'elle a appris l'adhésion du roi à Targowica en juillet 1792, se retrouve désormais placé sous la censure et la surveillance russes. Elle prouve sa capacité de mobilisation le 17 avril 1794, au cours de combats de rue acharnés entre le petit peuple urbain (25 000 hommes, derrière le cordonnier Kilinski notamment), épaulés par les soldats polonais (4 000 hommes), et la garnison russe (9 000 hommes), finalement expulsée après avoir laissé dans la ville 2 500 morts et 2 000 prisonniers, quand les Polonais comptent 3 000 morts ou blessés. Se forme alors à Varsovie un petit club politique, défendu par Kosciuszko qui y voit un aiguillon pour l'insurrection, mais il doit affronter la solide hostilité des modérés qui font pression et obtiennent sa mise en sommeil jusqu'en octobre 1794. L'insurrection connaît depuis la fin de l'été et des échecs militaires répétés et une véritable radicalisation, ce qui rapproche les modérés des conservateurs, majoritairement regroupés derrière le roi, qui, cloîtré dans son château, parvient par ses habituels jeux de réseaux à retourner Kilinski, élevé au grade de colonel. Le club réapparaît alors sous le nom de « Société pour le maintien de la Révolution et de l'Acte de Cracovie », ville prise par les Prussiens à la mi-juin, les mêmes qui assiègent Varsovie de juillet à septembre. Les Russes de Souvorov, ayant repris Wilno à la mi-août, les y remplacent. Le 4 novembre, ils entrent dans le faubourg de Praga où ils massacrent entièrement les habitants et les soldats, faisant de 15 000 à 20 000 morts. La ville est définitivement envahie le 9 novembre. Une dizaine de milliers de soldats et la plupart des chefs de l'insurrection sont arrêtés et emprisonnés par les copartageants (dont Kosciuszko, Ignace Potocki, Kollontaj, Kilinski). La voie est libre pour un nouveau traité de partage du territoire polonais. Le prince Poniatowski abdique et s'expatrie à Saint-Pétersbourg, où il mourra trois ans plus tard. La Pologne n'existe plus.
- 29 Ce qui frappe, au final, dans ce parcours sur les marges orientales de l'Europe, c'est le poids des traditions sociales, politiques et diplomatiques. La greffe révolutionnaire ne prend pas. Non que les nouvelles de France ne soient pas analysées par une partie minoritaire des élites nobiliaires, celles qui entourent le monde des cours. Mais elles ne se traduisent pas, comme dans l'Allemagne voisine par l'élaboration de programmes politiques, de projets philosophiques en faveur de l'universalisme ou d'un patriotisme de rejet. Au mieux, dans les États Habsbourg comme en Pologne, la Révolution inspire des formes de militantisme qui vont de la fondation de clubs à l'adoption de slogans, des aménagements constitutionnels (qui, chez le prince Poniatowski, installent les prémises du suffrage censitaire), des revendications des bourgeoisies urbaines qui excèdent le poids démographique et économique de leurs promoteurs. Mais le servage demeure, et avec lui les causes les plus directes des émotions paysannes ; la noblesse n'est que très

rarement contestée, quoique ses divisions et ses coteries obèrent nombre de projets. Le rêve de réformes venues d'en haut, d'un prince ou d'un gouvernement éclairé, n'est pas abandonné, au détriment de toute velléité de souveraineté nationale. Le contexte géopolitique, la fragilité des frontières et l'autoritarisme de Vienne et, plus encore, de Saint-Pétersbourg – qui est aussi marque de faiblesse vis-à-vis de marges impériales difficilement contrôlées – ne permettent guère, il est vrai, de rêver cette dernière ; les partages du territoire polonais le prouvent. La France révolutionnaire, dont les armées ne s'enfoncent pas si loin dans le continent, n'aident en rien les processus émancipateurs plus radicaux initiés en l'an II par Martinovics ou, à un degré moindre, par Kosciusko. Pire, le réalisme stratégique détourne la patrie des droits de l'homme d'une politique extérieure tôt proclamée émancipatrice des peuples tyrannisés pour lui faire préférer la diplomatie secrète telle que la développait l'Ancien Régime, au mépris des identités nationales et régionales – comme le prouve le traité de Campo-Formio signé avec l'Autriche le 26 vendémiaire an VI (17 octobre 1797).

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie indicative

- Daniel BEAUVOIS, *Histoire de la Pologne*, Paris, 1995.
- Kalman BENDA, « Les Jacobins hongrois », *Annales historiques de la Révolution française*, 1959, n° 1, p. 38-60.
- Jean BÉRENGER, *Histoire de l'Empire des Habsbourg*, Paris, 1990.
- Georges CASTELLAN (dir.), *L'Autriche et la Révolution française*, Rouen, 1989.
- Monique CUBELLS, Marita GILLI, Michel VOVELLE, *Le Siècle des Lumières (1750-1789)*, 2 vol. , Paris, 1997.
- Norman DAVIES, *Histoire de la Pologne*, Paris, 1986.
- Samuel FISZMAN (dir.), *Constitution and reform in eighteenth-century Poland, the constitution of 3 may 1791*, Bloomington, 1997.
- Aleksander GIEYSZTOR et alii, *Histoire de la Pologne*, Varsovie-Paris, 1972.
- Mejdricka KVETA, « Les paysans tchèques et la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, 1958, n° 5, p. 64-74.
- Boguslaw LESNODORSKI, *Les jacobins polonais*, Paris, 1965.
- Jerzy Tadeusz LUKOWSKI, *Liberty's Folly ; the Polish-Lithuanian Commonwealth in the Eighteenth Century, 1697-1795*, Londres, 1991.
- Jerzy Tadeusz LUKOWSKI, *The Partitions of Poland, 1772, 1793, 1795*, Londres, 1999.
- Henri DE MONTFORT, *Le Drame de la Pologne, Kosciuszko (1746-1817)*, Paris, 1945.

— Lydia SCHER-ZEMBITSKA, *L'Aigle et le phénix. Un siècle de relations franco-polonaises (1732-1832)*, Paris, 2001.

— *La Pologne, de l'époque des Lumières au duché de Varsovie*, n° spécial (1964/3, n° 176) des *Annales historiques de la Révolution française*.

NOTES

1. Nom d'une dynastie polonaise ayant régné au Moyen Âge ; nom étendu par la suite à tous les souverains de Pologne de nationalité polonaise, dans le souci de donner un aspect mythique à une monarchie nationale...

INDEX

Index chronologique : XVIIIe siècle

Index géographique : Pologne, Habsbourg (États)

Mots-clés : Révolution française, révolte, réforme

Keywords : French Revolution, revolt, reform

AUTEUR

PHILIPPE BOURDIN

Centre d'histoire "Espaces et cultures", Université Blaise Pascal (Clermont II)

Professeur